



Numéro PPQ/9428

jeudi 4 février 2016

Les grands titres:

- Journée mondiale du cancer : l'ONU rappelle qu'un tiers des cancers peuvent être prévenus
- Centrafrique : sept nouvelles victimes d'abus sexuels par des Casques bleus identifiées
- Syrie : Ban Ki-moon se félicite de promesses de contribution de 10 milliards de dollars pour l'aide humanitaire et appelle à protéger les civils
- FAO : les prix des produits alimentaires à leur plus bas niveau en sept ans
- Somalie : l'ONU exprime son soutien au processus électoral
- Tombouctou: pour la première fois depuis 900 ans, une cérémonie resacralise des mausolées endommagés par des groupes armés

Journée mondiale du cancer : l'ONU rappelle qu'un tiers des cancers peuvent être prévenus



A Sao Paulo, au Brésil, une jeune fille reçoit un vaccin contre le cancer du col de l'utérus. Photo PAHO/OMS

4 février - A l'occasion de la Journée mondiale du cancer, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a appelé jeudi à faire plus pour mettre un terme aux trop nombreuses tragédies que provoque ce type de maladie, soulignant qu'environ un tiers des cancers peuvent être prévenus.

« Nous devons faire plus pour mettre un terme aux trop nombreuses tragédies que provoque le cancer. Environ un tiers des cancers peuvent être prévenus, et d'autres peuvent être guéris s'ils sont diagnostiqués et traités suffisamment tôt. Et quand leur cancer a atteint un stade avancé, les patients devraient pouvoir bénéficier de soins palliatifs », a-t-il

dit dans un message publié à cette occasion.

Le cancer touche tous les pays, mais parmi eux ce sont les pays les plus démunis qu'il frappe le plus violemment. Ainsi, dans le cas du cancer du col de l'utérus, plus de huit femmes sur dix chez qui ce type de cancer a été récemment diagnostiqué et neuf femmes sur dix qui en meurent se trouvent dans les pays les plus pauvres du monde.

Des succès ont été obtenus par les campagnes de dépistage du cancer de l'utérus dans de nombreux pays à revenu élevé.

Selon le Secrétaire général, il faut reproduire ces succès dans les États à faible revenu, où ce type de cancer est l'un des plus courants chez les femmes.

« Nous possédons aujourd'hui les connaissances, l'expérience et les outils nécessaires pour protéger toutes les femmes dans tous les pays. Une prévention complète du cancer du col de l'utérus comprend des vaccins permettant de garantir les jeunes filles contre d'éventuelles infections à papillomavirus humain, des campagnes de dépistage et le traitement préventif des lésions précancéreuses », a-t-il dit. « Le fait qu'une femme développe un cancer ou en meure ne devrait pas dépendre de l'endroit où elle vit ».

Chaque année le 4 février, pour la Journée mondiale contre le cancer, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC) soutiennent l'Union internationale contre le cancer (UICC) pour promouvoir les moyens de faire reculer la charge de morbidité imputable à cette maladie.

Cancer est un terme général appliqué à un grand groupe de maladies qui peuvent toucher n'importe quelle partie de l'organisme. L'une de ses caractéristiques est la prolifération rapide de cellules anormales qui peuvent essaimer dans d'autres organes, formant ce qu'on appelle des métastases.

De nombreux cancers peuvent être prévenus en évitant les principaux facteurs de risque, comme le tabagisme. Un nombre significatif de cancers peuvent être soignés par la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie surtout s'ils sont détectés suffisamment tôt.

Centrafrique : sept nouvelles victimes d'abus sexuels par des Casques bleus identifiées



Le Représentant spécial du Secrétaire général en République centrafricaine, Parfait Onanga-Anyanga, lors d'une conférence de presse. Photo MINUSCA

4 février - La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a déclaré jeudi avoir identifié sept nouvelles présumées victimes d'exploitation et d'abus sexuels à Bambari, au nord-est de la capitale Bangui.

Ces cas ont été portés à l'attention de la Mission le 21 janvier 2016 par une équipe de chercheurs de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch. L'équipe a communiqué cette information à la MINUSCA afin que des soins médicaux et psycho-sociaux soient prodigués aux victimes et afin que la Mission endosse toute sa responsabilité pour ces présumés crimes, a précisé la MINUSCA dans un communiqué de presse.

Ces derniers mois, l'ONU a révélé plusieurs reprises des allégations d'abus sexuels commises par Casques bleus en République centrafricaine. De précédentes allégations avaient conduit à la démission en août 2015 du précédent chef de la MINUSCA, Babacar Gaye.

Dès qu'elle a pris connaissance des nouvelles allégations, la MINUSCA a dépêché à Bambari un expert du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies (BSCI) pour une mission d'information. L'évaluation initiale du BSCI a fourni des preuves suffisantes qui confirment que cinq des victimes étaient mineures et avaient été victimes d'abus sexuels. Une adulte a été victime d'exploitation sexuelle. Le bureau n'a pas pu interviewer la septième présumée victime, qui serait également mineure. Enfin, une des allégations portée à la connaissance de la MINUSCA par Human Rights Watch est actuellement à l'étude.

« Les soldats impliqués proviennent de la République du Congo et de la République démocratique du Congo (RDC). Leurs gouvernements respectifs ont été informés de ces allégations et ont été invités à mener des enquêtes. Les autorités centrafricaines ont également été informées », a souligné la MINUSCA.

« En raison de la gravité de ces allégations et compte tenu des informations recueillies par la mission d'enquête préliminaire, les Nations Unies ont décidé de prendre des mesures immédiates, y compris le rapatriement des 120 soldats congolais qui ont été déployés à Bambari du 17 septembre au 14 décembre 2015. Ce rapatriement sera effectif après la conclusion de l'enquête. Dans l'attente, les soldats seront confinés dans leurs casernes », a ajouté la Mission.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, s'est rendu jeudi à Bambari avec une délégation de haut niveau.

Il a exprimé son sentiment d'indignation et de honte, rappelant aux soldats que « l'exploitation et l'abus sexuel constituent une atteinte grave aux règles des Nations Unies et une violation des droits de l'homme; un double crime qui affecte les femmes et les enfants vulnérables que vous ont êtes ici pour protéger ». Il a également abordé les cas d'exploitation et d'abus sexuels avec les communautés touchées et a recommandé en urgence des mesures supplémentaires d'atténuation.

Face au bataillon de la RDC qui est dans ses dernières semaines avant son rapatriement, le Commandant de la Force de la MINUSCA, le général Balla Keita, a exhorté les soldats à « s'honorer eux-mêmes ainsi que leur pays et le drapeau de l'ONU en observant les normes les plus élevées de conduite et de la dignité ».

S'adressant à la presse à la fin de la visite, le Représentant spécial a déclaré que la MINUSCA est « en position de combat ». Il a ajouté « qu'il ne trouvera le repos que lorsque ces actes odieux seront révélés, les auteurs punis, et que ces cas cessent ». Il a enfin remercié tous les partenaires pour le rôle important qu'ils jouent en dénonçant ses allégations et en apportant des soins aux victimes. « Nous ne pourrons jamais gagner ce combat, sauf si nous travaillons ensemble », a-t-il ajouté.

Syrie : Ban Ki-moon se félicite de promesses de contribution de 10 milliards de dollars pour l'aide humanitaire et appelle à protéger les civils



Le Secrétaire général Ban Ki-moon à la Conférence sur la Syrie à Londres. Photo ONU/Eskinder Debebe

4 février - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est félicité jeudi de promesses de contribution d'un montant de 10 milliards de dollars lors d'une conférence internationale humanitaire sur la Syrie à Londres et a appelé une nouvelle fois à protéger les civils.

« La crise en Syrie va bientôt entrer dans sa sixième année. La communauté internationale porte une lourde responsabilité pour n'avoir pas réussi à y mettre fin », a déclaré M. Ban dans un discours.

La guerre en Syrie a fait jusqu'ici plus de 250.000 morts, forcé plus de 4 millions de personnes à fuir à l'étranger et 6,5 millions d'autres à se déplacer à l'intérieur du pays, et placé 13,5 millions d'habitants dans une situation où ils ont un besoin urgent d'aide humanitaire.

« Cette situation n'est pas tenable. Nous ne pouvons pas continuer comme cela. Il n'y a pas de solution militaire. Seul un dialogue politique inclusif permettra de sauver le peuple syrien et de mettre fin à ses intolérables souffrances », a-t-il ajouté.

Il a jugé « profondément troublant » le fait que les débuts des négociations de paix de Genève sous l'égide de son Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, aient été « compromis par l'absence persistante d'accès humanitaire » aux civils assiégés et par « l'intensification des attaques aériennes et des activités militaires en Syrie ».

Il a appelé les puissances influentes à pousser les parties à s'engager sérieusement dans les négociations.

Les pourparlers de Genève, qui sont des discussions « de proximité », c'est-à-dire que les parties ne se rencontrent pas directement, chacune s'adressant séparément à M. de Mistura, ont été suspendus mercredi par ce dernier, quelques jours après leur commencement. Ils doivent en principe reprendre le 25 février. « La nécessité de penser tout d'abord au peuple syrien est perdue de vue au profit de mesquines querelles de procédure », a également déploré le chef de l'ONU.

« Je suis entièrement d'accord avec mon Envoyé spécial lorsqu'il dit que nous ne devons pas discuter pour le plaisir de discuter. Les jours qui viennent doivent être mis à profit pour retourner à la table de négociation, pas pour s'assurer de nouveaux gains sur le champ de bataille », a-t-il affirmé, appelant le Conseil de sécurité de l'ONU et le Groupe de soutien international à la Syrie (GSIS) à insister pour que les parties s'engagent sérieusement dans les pourparlers.

C'est le GSIS, comprenant la Ligue des Etats arabes, l'Union européenne, les Nations Unies et 17 pays dont les Etats-Unis et la Russie, qui a fait les préparatifs des pourparlers de Genève lors d'une réunion en novembre.

Enonçant ses trois objectifs pour la réunion de Londres, M. Ban a tout d'abord affirmé l'obligation de faire face aux énormes besoins humanitaires – au moins 7 milliards de dollars pour la seule année 2016, soit deux fois plus que l'an dernier. « Malgré la générosité de certains donateurs, la communauté internationale n'a pas réussi à suivre le rythme d'augmentation de ces besoins », a-t-il dit.

Deuxièmement, « la communauté internationale doit poser les fondations d'un soutien international à long terme, puisque même si par quelque miracle le conflit prenait fin demain, les énormes besoins dans les domaines humanitaire et du développement continueront de se faire sentir pendant des années, voire des décennies. Les Nations Unies se tiennent prêtes à conduire et à coordonner cet effort », a-t-il dit.

« Les réfugiés syriens, comme les autres, doivent avoir une chance de travailler et de subvenir aux besoins de leurs familles. Aujourd'hui, engageons-nous à faire en sorte que tous les enfants syriens aillent à l'école d'ici quelques mois, pas dans des années. Offrir de l'espoir est le meilleur moyen de ralentir l'exode des Syriens instruits et d'empêcher la radicalisation d'une génération perdue ».

Troisièmement, a dit M. Ban, nous devons trouver les moyens de protéger les civils. « Toutes les parties au conflit commettent des violations des droits de l'homme à grande échelle et d'une brutalité choquante (...) nous devons mettre fin aux sièges et apporter de la nourriture aux personnes qui sont affamées ».

Lors d'un point de presse en fin de journée, le Secrétaire général s'est félicité des 10 milliards de dollars promis pour l'aide humanitaire.

De son côté, l'Envoyé spécial de l'ONU pour l'éducation globale, Gordon Brown, a affirmé, dans un message publié pour l'occasion, que le monde devait de toute urgence mettre sur pied « un plan Marshall 2016 » pour mettre fin à la pire crise de réfugiés depuis la Seconde guerre mondiale.

Dans le cadre du Plan Marshall, du nom du général américain George Marshall devenu secrétaire d'Etat en 1947, 2% des ressources des Etats-Unis cette année-là avaient été consacrés à redresser les économies des pays d'Europe dévastées par la guerre.

Alors que l'Europe devrait recevoir cette année une vague de réfugiés de Syrie et du Moyen-Orient encore plus importante qu'en 2015, l'ancien Premier ministre britannique a estimé que seule une stratégie aussi ambitieuse que le plan Marshall peut éviter davantage de désordres et l'émergence d'une « génération perdue » de jeunes réfugiés traumatisés et sans perspectives.

Lors de la conférence, le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires

humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, a lui aussi appelé à la générosité des participants. « Les bailleurs de fonds ont généreusement apporté 1,25 milliard de dollars l'année dernière pour l'aide humanitaire en Syrie mais cela ne représentait que 43% des besoins. Nous pouvons faire mieux », a dit M. O'Brien.

Il a expliqué que l'appel humanitaire 2016 pour la Syrie se composait de deux parties : un appel de 3,2 milliards pour l'aide humanitaire à l'intérieur de la Syrie et un Plan régional pour la résilience et les réfugiés, qui nécessitent 4,5 milliards destinés à la réponse humanitaire, à la résilience et à la stabilisation dans les pays voisins.

FAO : les prix des produits alimentaires à leur plus bas niveau en sept ans



Photo : FAO/Danfong Dennis

4 février - L'indice FAO des prix des produits alimentaires a perdu 1,9% par rapport au mois précédent et est en repli de 16% par rapport à un an auparavant, en raison de la chute des cours de toutes les denrées concernées, à commencer par le sucre.

Cet indice est à son plus faible niveau depuis avril 2009, a précisé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un communiqué de presse.

L'indice FAO des prix alimentaires est un indice pondéré qui mesure la variation mensuelle de cinq catégories principales de denrées sur les marchés internationaux : céréales, viande, produits laitiers, huiles végétales et sucre.

Les principaux facteurs à l'origine de cette baisse persistante des prix sont les conditions de l'offre de produits agricoles généralement abondantes, un ralentissement de l'économie mondiale et le raffermissement du dollar.

Ce mois-ci, la FAO a également révisé ses prévisions des stocks céréaliers mondiaux en 2016, après avoir réduit ses estimations de la consommation et relevé ses perspectives de production pour 2015.

L'indice FAO des prix du sucre a diminué de 4,1% depuis décembre. Il s'agit de la première baisse en quatre mois, due à l'amélioration des conditions de culture au Brésil, de loin le premier producteur et exportateur mondial de sucre.

L'indice des prix des produits laitiers a chuté de 3% compte tenu de grandes disponibilités à la fois dans l'UE et en Nouvelle-Zélande, et de la demande léthargique des importations mondiales.

L'indice FAO des prix des céréales, en recul de 1,7%, s'établissait à 149,1 points face à une offre mondiale abondante et à la compétition accrue pour les marchés à l'exportation, en particulier pour le blé et le maïs, ainsi qu'au raffermissement du dollar.

L'indice FAO des prix des huiles végétales a perdu 1,7%, essentiellement à cause d'un déclin des cours de l'huile de soja traduisant les perspectives de bonnes disponibilités mondiales de soja.

L'indice des prix de la viande a baissé d'1,1% par rapport à décembre, avec la chute des cours de toutes les catégories de viande, à l'exception du porc, soutenu par l'ouverture de l'aide au stockage privé dans l'UE.

Somalie : l'ONU exprime son soutien au processus électoral



Le Secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques, Jeffrey Feltman (à g.), et le Représentant spécial pour la Somalie, Michael Keating, parlent à la presse à Mogadiscio. Photo ONU/Ilyas Ahmed

4 février - Le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires politiques, Jeffrey Feltman, a eu mercredi plusieurs entretiens dans la capitale somalienne, Mogadiscio, où il a réitéré le soutien des Nations Unies à la population qui a accepté un processus électoral pour 2016.

Selon un communiqué de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM), M. Feltman a déclaré reconnaître « qu'il reste encore beaucoup de travail à accomplir afin que la feuille de route en vue d'un processus électoral soit un succès ».

Il a loué les efforts du gouvernement somalien pour assurer que les femmes soient représentées dans le processus électoral. « Les Nations Unies se sont félicitées de l'engagement pris d'avoir 30% de représentation féminine à la Chambre haute et à la Chambre basse », a-t-il dit. « Nous avons également salué l'engagement des autorités à continuer de travailler à l'élaboration d'une feuille de route pour la période 2016-2020, de sorte que d'ici à 2020, soit en place un système électoral fondé sur le principe 'une personne, une voix' qui réponde aux aspirations du peuple somalien ».

Lors de sa visite, M. Feltman a rencontré le président somalien Hassan Sheikh Mohamud, et le speaker du parlement fédéral, Mohamed Sheikh Osman Jawari. Il était accompagné du Représentant spécial du Secrétaire général en Somalie, Michael Keating.

Tombouctou: pour la première fois depuis 900 ans, une cérémonie resacralise des mausolées endommagés par des groupes armés



4 février - Une cérémonie de sacralisation des mausolées de Tombouctou, au Mali, organisée pour la première fois depuis le XI^{ème} siècle, a eu lieu jeudi à l'initiative des communautés locales, dernière étape de la renaissance culturelle de Tombouctou après les destructions des mausolées par les groupes islamistes armés qui occupaient la ville en 2012.

« Ces mausolées sont de nouveau debout. Ils sont la preuve irréfutable que l'unité est possible, que la paix est plus forte; que nous y sommes arrivés et que nous pouvons le refaire », a déclaré la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO), Irina Bokova, dans un message adressé aux populations.

La cérémonie, organisée à la mosquée de Djingareyber, a débuté par un sacrifice d'animaux et la lecture de versets coraniques. Elle est destinée à invoquer la miséricorde divine pour asseoir la paix, la cohésion et la tranquillité. Elle s'est achevée par une Fatiha (sourate d'ouverture du Coran) prononcée par l'imam de la mosquée de Djingareyber. Ces rites religieux sont aussi l'expression du refus de l'intolérance, de l'extrémisme violent et du fondamentalisme religieux, qui ont contribué à détruire ces éléments du patrimoine mondial en 2012.

Lieux de pèlerinage au Mali et dans les pays limitrophes d'Afrique occidentale, les mausolées de Tombouctou étaient des composantes essentielles du système religieux dans la mesure où, selon la croyance populaire, ils étaient le rempart qui protégeait la ville de tous les dangers. Parmi ces mausolées, dont 16 sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, 14 ont été saccagés en 2012. Leur destruction a constitué une tragédie pour les communautés locales. L'importance de ces monuments a conduit le gouvernement malien à solliciter dès mai 2013 l'appui de partenaires extérieurs, notamment de l'UNESCO, en vue de leur reconstruction ainsi que la sauvegarde des manuscrits anciens. Lancée en mars 2014, la réhabilitation des 14 mausolées détruits par des groupes armés en 2012 a pris fin en juillet 2015.